

LA TUNISIE EST-ELLE HORS DE DANGER ?

Federica ZOJA

*Journaliste. Spécialiste de l'Afrique du Nord
Reporter au journal italien Avvenire*

En ce 15 octobre 2019, à l'heure où nous mettons sous presse l'actuel numéro, plusieurs événements impondérables ont eu lieu en Tunisie dont le décès du président Essebsi qui a entraîné des élections présidentielles anticipées, normalement prévues initialement le 17 novembre prochain. Le deuxième tour a eu lieu le 13 octobre et c'est soldé par la victoire écrasante de favori du premier tour le constitutionnaliste Kaïs Saïed qui a remporté plus de 75 % des suffrages. Ainsi, l'homme d'affaire populiste Nabil Karoui, qui talonnait Kaïs Saïed, est momentanément écarté. En dépit de ces résultats, la lecture de l'article de Federica Zoja n'en demeure pas moins précieuse à plus d'un titre. Son analyse fine et exhaustive permet de servir de grille de lecture de l'évolution de ce qu'on a appelé « les printemps arabes ». Elle analyse de manière fine et exhaustive tous les paramètres du risque de déstabilisation de la Tunisie : combattants de Daesh, échec relatif du front islamique modéré et des libéraux, décès du président Essebsi sont autant de facteurs qui expliquent, en Tunisie, la montée du populisme à l'image de ce qui se passe ailleurs dans le monde. Son regard peut servir de grille de lecture de la situation générale d'autres pays arabes, dans la foulée de leurs « différents printemps ». En dépit du fait que cet article fut écrit avant les derniers développements de l'actualité, il n'en demeure pas moins un excellent cadre de référence pour penser d'autres situations particulière du Monde Arabe, y compris le Liban et le risque que lui fait courir la faillite de l'establishment traditionnel et la montée du populisme – NDLR.

La Tunisie, seule république démocratique d'Afrique du Nord, semble prisonnière tant de la crise économique que du terrorisme. Le risque de la voir se déstabiliser semble grand mais la communauté internationale ne perçoit pas la gravité de la situation tunisienne. Depuis la Révolution du jasmin de 2011, la Tunisie a subi plusieurs attentats terroristes de nature islamiste. Le plus grave est celui du 18 mars 2015 au Musée du Bardo. Quatre mois plus tard, le 26 juin, un attentat sur la plage de Sousse, station balnéaire particulièrement chère aux touristes britanniques et néerlandais, ensanglante l'actualité tunisienne. Plus de 60 victimes au total succombent. Après une période de calme apparent, la menace djihadiste se fait de nouveau sentir à partir d'octobre

2018. Une femme se fait exploser au centre de la capitale, blessant 15 personnes, dont 10 agents de la sécurité. Le centre de Tunis est de nouveau attaqué par des kamikazes le 27 juin 2019, près de l'avenue centrale Bourguiba. Dans les jours qui suivent cet attentat, la police déjoue plusieurs autres dans la capitale où se trouvent à l'évidence des cellules d'activistes de *Al-Dawla* (le nom qui distingue les membres de l'organisation terroriste Isis/Daesh opérant en Tunisie), leur installation étant favorisée par un vaste réseau de connivence et de silence.

Mobilisation en faveur de Daesh

Pour la Tunisie, le danger de l'islamisme armé provient de nombreux milieux et présente les caractéristiques d'une milice barricadée dans les montagnes à la frontière algérienne, mais pas seulement. La petite république tunisienne a fourni - volontairement ou non, tout est à clarifier - le contingent le plus remarquable de combattants de Daesh (acronyme péjoratif du soi-disant État islamique, utilisé par les médias arabes), réparti entre la Syrie et l'Irak. Aucune autre nation n'a été protagoniste d'une hémorragie de volontaires tel que la Tunisie « laïque ». Les estimations soutenues par les sources des services secrets confirment le départ d'au moins 5 000 hommes et femmes de la Tunisie vers la Syrie et l'Irak. Selon d'autres estimations, plus dramatiques, cela pourrait même atteindre 8.000. Parmi eux, certains auraient gravi la hiérarchie de l'organisation, atteignant des postes de leadership à la fois sur le champ de bataille et dans la structure politico-administrative de Daesh. Après la débâcle territoriale de Daesh à Raqqa et à Mossoul, une importante frange de combattants tunisiens se serait repliée vers le Sinaï égyptien et la Libye. En outre, plus de neuf cents anciens combattants seraient déjà rentrés chez eux, suscitant une grande inquiétude auprès des autorités.

Risque du retour des combattants

Ce sont ces cellules radicales qui représentent un risque majeur : grâce à leur expérience du terrain et à l'autorité gagnée dans les réseaux extrémistes, les djihadistes qui rentrent au pays pourraient non seulement joindre leurs forces aux miliciens locaux, mais aussi les guider vers un saut qualitatif en matière de capacité offensive et de nuisance. On craint que ces éléments radicaux ne s'infiltrent dans les écoles coraniques ainsi que dans les mosquées salafistes, grâce notamment à la complicité de certains prédicateurs. Le chaos politique sur la scène tunisienne au cours d'une année de campagne électorale

aggrave la situation en affaiblissant la jeune et fragile démocratie. Le 6 octobre prochain, environ 8 millions d'électeurs seront appelés à renouveler l'Assemblée du peuple, la Chambre basse du Parlement, tandis que le choix du nouveau Président de la République a été avancé au 15 septembre à la suite du décès du Président Béji Caïd Essebsi, le 25 juillet. Le scénario pourrait rapidement basculer, après des mois d'impasse.

Luttes politiques internes

Jusqu'au début du mois de mai 2019, le parti moderniste libéral *Nidaa Tounès* («L'Appel de la Tunisie», fondé en 2012 par Béji Caïd Essebsi, devenu Président de la République en décembre 2014) était sous les projecteurs des media comme premier parti aux élections de l'automne 2014. *Nidaa Tounès* a commencé à perdre des députés au Parlement en 2018, à cause de la confrontation entre le Premier ministre Youssef Chahed, alors membre du parti *Nidaa*, et le clan du président Essebsi.

L'affrontement entre Chahed et le fils du président, Hafedh, est devenu si violent que le premier ministre a même été suspendu par le parti. Pendant ce temps, l'action du gouvernement de coalition libéral-islamiste a été paralysée par des querelles internes et l'équilibre au sein du Parlement a été perturbé. Depuis début 2019, le front moderniste tunisien a ensuite repris son élan avec un nouveau projet politique, auquel ont également adhéré des personnalités indépendantes et d'autres de l'opposition de gauche. C'est ainsi qu'est né *Tahya Tounès* («Vive la Tunisie»), dont Chahed est devenu le leader en mai.

Ambiguïtés de l'islamisme modéré

Le front islamiste modéré lui-même traverse une phase de transformation et d'incertitude. Connue sous le nom d'*Ennahda* («La renaissance») il est devenu la première force politique au Parlement, grâce à sa victoire aux élections administratives de l'été 2018 et, parallèlement, à la faiblesse de *Nidaa Tounès*. Mais les procès judiciaires qui ont impliqué les dirigeants du parti au cours des 18 derniers mois ont également affaibli la position sociale et politique de *Ennahda*.

Comme on le sait, depuis novembre 2018, le conseil d'*Ennahda* est implicitement accusé d'avoir commandité à une cellule djihadiste l'exécution physique du meurtre des opposants de gauche Chokri Belaïd (février 2013) et Mohammed Brahmi (juillet 2013).

Selon la reconstruction du procureur de Tunis, les deux meurtres auraient été perpétrés par une cellule de la police secrète du parti, formée et armée par les Frères Musulmans égyptiens. La rupture personnelle retentissante entre le président Béji Caïd Essebsi et le numéro un d'Ennahda, Rached Ghannouchi, fin 2018, pourrait être attribuée à cette enquête qui révèle également l'existence d'un appareil secret du parti islamique pour le recrutement de combattants à envoyer en Syrie et en Irak. Cette organisation aurait agi entre 2011 et 2014, et aurait payé le voyage et l'installation des djihadistes volontaires au Moyen Orient de ses propres fonds secrets.

L'affaire judiciaire se poursuit, les enquêteurs semblent déterminés à révéler l'ensemble du dessein islamiste, tandis que les dirigeants d'Ennahda continuent de nier toute implication dans l'activisme salafiste armé.

Perspective abstentionniste au prochain scrutin ?

En dépit de cette image ambiguë, islamistes et libéraux étaient toujours en tête des élections à la mi-mai. Le compromis entre ces deux forces pour gouverner le pays semblait devoir se renouveler, même en l'absence des deux grands hommes de la vie politique tunisienne : le Président Essebsi et le leader islamiste Ghannouchi, celui-ci volontairement hors de la course pour avoir atteint l'âge limite.

Mais au fil des mois, une nouvelle issue semble se dessiner. Il faut présumer que le véritable protagoniste des élections de 2019 en Tunisie sera probablement le parti des abstentionnistes. La désillusion voire la colère envers ceux qui ont dirigé le pays de 2011 à aujourd'hui sont des sentiments largement répandus. L'abstention des jeunes pourrait dépasser 70 %, selon les principaux instituts de sondage nationaux. Lors des élections municipales de 2018, seuls 20 % des électeurs ont pris la peine de voter. Le gouvernement de consensus national a réussi à sauver la Tunisie d'une guerre civile, en isolant les franges les plus radicales de l'islam et en retirant le pouvoir aux forces armées.

Cependant, la réhabilitation de personnalités très compromises avec le régime de Zeïn el-Abidine Ben Ali a ôté toute autorité au «nouveau» système politique. Les Tunisiens accusent la nouvelle classe dirigeante de ne pas avoir voulu lutter suffisamment contre la corruption. C'est pour cette raison que, parmi ceux qui ont l'intention de se rendre aux urnes, la tentation d'un vote anti-système se fait jour. Lorsque Sigma Conseil, la société d'enquêtes la plus performante en Tunisie, a montré

des signes de changement dans la société tunisienne, la réaction - indignée - de toutes les forces consolidées a été la même.

Montée du populisme

Ainsi, le baromètre politique Sigma de juin reflète la montée du populisme tunisien, incarné par Nabil Karoui, le fondateur de Nessma-TV. Ce magnat de la communication, personnage contesté, récemment mis en examen et emprisonné pour blanchiment d'argent, est en tête des élections présidentielles avec un pourcentage d'intentions de vote proche de 25 %, suivi par le constitutionnaliste Kaïs Saïed (23 %), surnommé le Robespierre tunisien pour ses discours audacieux. Aux yeux de Saïed, tous les grands partis tunisiens seraient pareils et représenteraient une véritable caste détenant le pouvoir et refusant tout changement.

Abir Moussi, président du *Parti Constitutionnel Libre*, serait troisième dans la course au palais de Carthage, talonné par le Premier ministre Chahed. Le candidat d'Ennahda, Abdel Fattah Mourou, ainsi que l'indépendant, Abdelkrim Zbidi soutenu par Nidaa, gagnent également des points dans les sondages.

Prévisions électorales

Lors du prochain scrutin législatif, le parti fondé par Karoui, *Coeur de la Tunisie*, pourrait remporter une victoire sans trop de difficultés, et ce au nom du changement, vu la crise économique et sociale qui ne connaît aucun répit. On pourrait s'attendre à ce que le suffrage universel s'exprime en faveur de Karoui, pratiquement par un tiers des électeurs, suivi de près de 15 points par les islamistes d'Ennahda.

Loin derrière, se profile la galaxie pulvérisée des laïques et des libéraux, progressistes plus ou moins à gauche ou à droite. Mais au-delà des intentions de vote - qui pourraient produire un résultat complètement différent en présence de graves menaces pour la stabilité nationale - la population tunisienne s'intéresse aujourd'hui avant tout à un facteur vital : la hausse exorbitante des prix à la consommation, ainsi que le taux du chômage, en particulier celui des jeunes. Ainsi dans la partie la plus pauvre du pays, le centre rural, le chômage touche 40 % des jeunes. C'est là l'urgence prioritaire nationale comme la ressentent viscéralement les gens. La dynamique démocratique est reléguée au second plan : la relance économique et la restauration de la stabilité viennent avant tout.

Faiblesses économiques et tensions sociales

La croissance de l'économie tunisienne reste également faible. Malgré les mesures d'austérité économique imposées par la communauté internationale en échange de prêts, le taux de croissance du PIB devrait être inférieur à 2 % cette année. En 2018, il était de 2,5 %. L'injection de liquidités accordée par le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale - d'un montant de près de 3 milliards de dollars - n'a pas relancé le développement. Au contraire : la réduction de certaines subventions et des salaires publics, la dévaluation de la monnaie, la réduction des employés du secteur public ont engendré de nouvelles tensions sociales. Les syndicats ont à plusieurs reprises paralysé le pays avec d'importantes grèves nationales et par catégories professionnelles au début de 2019. Pour relancer le moteur économique tunisien, les gouvernements qui succéderont au cabinet actuel devront mettre en œuvre des réformes structurelles courageuses, qui nécessiteront un large consensus politique. Malheureusement, il est probable que la fragmentation politique serait encore plus importante qu'aujourd'hui, sans véritable gagnant. Le décès prématuré du chef de l'État Essebsi a aggravé le fragile équilibre politique et social tunisien.

Pour toutes ces raisons, la communauté internationale et l'Union européenne en particulier, compte tenu des relations privilégiées entre Tunis et Bruxelles, devraient prêter une attention particulière à la dynamique de ce pays nord-africain, véritable laboratoire social et politique au cœur de la Méditerranée.